

Communiqué

Publication des résultats de l'enquête PISA de l'OCDE : Prétexte à la justification des réformes gouvernementales

Une large publicité est donnée aux résultats de l'enquête PISA réalisée par l'OCDE, enquête qui prétend classer les performances des systèmes d'enseignement des pays par des tests réalisés sur des élèves de 15 ans. Les résultats pour la France, classée 11ème, sur lesquels sont fondées des conclusions qui prétendent à l'exactitude scientifique, sont tirés de la participation aux tests de 4300 élèves en tout et pour tout (soit 0,6% des enfants de 15 ans), selon les informations données par l'Agence Education Formation le 7 décembre.

Le Ministre de l'Education Nationale voit dans ces résultats une justification de ses réformes.

C'est ainsi qu'il justifie le « recentrage sur les fondamentaux » et la personnalisation de l'enseignement », qui a donné lieu à une diminution des heures de cours disciplinaires.

C'est ainsi qu'il affirme qu'il faut « donner davantage d'autonomie aux établissements pour leur permettre de personnaliser les moyens » et l'extension du dispositif de déréglementation découlant du programme CLAIR. Il annonce un « plan sciences », tout en maintenant la réforme du lycée qui diminue de manière drastique les horaires d'enseignement dans ces disciplines.

La FNEC FP-FO souligne que le classement des pays est tout aussi aléatoire qu'inadmissible.

L'Internationale de l'Education, dans son analyse préliminaire de PISA 2009 remarque que le point de vue des enseignants n'a nullement été sollicité et précise: « *PISA n'est pas conçue sur la base des objectifs éducatifs et des programmes nationaux, mais applique ses propres méthodes innovantes pour évaluer la compréhension de l'écrit et les compétences en lecture, mathématiques et sciences. Il ne fait pas de doute que l'enquête se base sur un échantillon limité d'établissements et d'élèves, et elle ne fournit qu'un aperçu du groupe sélectionné à un moment donné de la scolarité.* »

L'Internationale de l'Education souligne que « *Tous les arguments et les conclusions politiques qui seront présentés devraient être contrés par l'argument que nous ne savons pas si les caractéristiques présentées dans PISA expliquent véritablement les variations dans les performances des élèves* » et qu'il « *n'est pas scientifiquement juste de présenter les résultats des pays comme la progression des performances éducatives.* »

La FNEC FP-FO dénonce l'utilisation politique faite de PISA, qui, sous prétexte d'alignement sur des normes décidées par des institutions internationales, vise à l'affaiblissement des systèmes nationaux.

PISA ne peut pas servir de prétexte au gouvernement pour justifier ses réformes qui asphyxient l'Education et la Fonction Publique en général. Avec 50 000 postes supprimés lors de ces trois dernières années, 16 000 nouvelles suppressions prévues en 2011 et 16 000 autres prévues en 2012, l'Education Nationale paie un lourd tribut pour répondre aux injonctions de Bruxelles de réduction des déficits publics. En asphyxiant l'Education Nationale et en balayant le principe d'égalité d'accès, c'est l'avenir des jeunes qui est hypothéqué !

Pour stopper la dégradation de l'enseignement, il faut arrêter les suppressions de postes et les réformes qui les accompagnent et qui toutes remettent en cause les droits et garanties statutaires des personnels.

Montreuil, le 8 décembre 2010